

01.11.2017 - 12:00 Uhr

Les membres des exécutifs des villes portent un regard plutôt positif sur l'avenir

Bern (ots) -

Même si la pression sur les finances publiques va augmenter, les membres des exécutifs des villes et communes urbaines suisses ont une vision fondamentalement positive de l'avenir. Les possibilités d'action dans le domaine du développement urbain incitent à l'optimisme, le développement des infrastructures représente un défi. Telles sont les conclusions de l'enquête «Radar des villes 2030» de l'institut de recherche gfs.bern réalisée pour le compte de l'Union des villes suisses.

À quelles questions les villes seront-elles confrontées à l'avenir? Quels problèmes faudra-t-il maîtriser, quelles chances faudra-t-il saisir? Pour la première fois, l'Union des villes suisses a conduit auprès des membres des exécutifs de ses villes membres une enquête sur les possibles modifications de l'environnement urbain d'ici à 2030. L'objectif était de pouvoir anticiper les futurs développements et défis et d'en déduire des options d'action pour les villes. Plus de 40 % des quelque 870 membres des exécutifs ont pris part à l'enquête «Radar des villes 2030» de l'institut de recherche gfs.bern.

Presque trois quarts des membres des exécutifs voient d'un œil positif le développement de leur ville d'ici à 2030, toutefois seule une petite partie ne discerne pas l'ombre d'un nuage. Une minorité oscille entre optimisme et pessimisme, et presque personne ne possède une vision totalement négative. Les personnes interrogées issues de villes de plus de 50 000 habitant-e-s regardent l'avenir avec plus d'optimisme que celles issues de villes plus petites. Aucune différence significative n'est à constater entre les régions linguistiques s'agissant de l'appréciation générale.

Le développement urbain comme chance, les finances et le transport comme défis

Une majorité de personnes interrogées voit les plus grandes opportunités dans le développement urbain d'ici à 2030. Les constructions densifiées et socialement responsables, l'aménagement des quartiers et de l'espace public ainsi que les institutions sociales et culturelles sont des domaines dans lesquels les villes voient des possibilités d'action. Les personnes interrogées conçoivent le développement des sites comme une source d'opportunités. La croissance démographique est toutefois jugée aussi bien positivement que négativement.

De nombreuses personnes interrogées voient l'adaptation de l'infrastructure, notamment dans le domaine du transport, comme le principal défi des années à venir en raison de la croissance démographique. La majeure partie des membres des exécutifs considèrent que les possibilités d'influence sont minimes dans les nouvelles formes de mobilité, dont l'essor dépend plus de l'innovation technique et des entreprises privées que des villes. Toutefois, les membres des exécutifs des grandes villes sont plus confiants: presque trois quarts d'entre eux voient de vraies possibilités d'action pour la politique.

Un problème très fréquemment cité et qui devrait sans doute s'accentuer est celui de la situation budgétaire des pouvoirs publics - de manière générale, mais aussi conjointement avec l'augmentation des coûts du domaine social et de la santé. Du fait de la dépendance vis-à-vis de la Confédération et des cantons, les grandes villes en particulier estiment comme faible leur marge de manœuvre dans ce domaine. Les personnes interrogées sont presque unanimes pour dire que la charge de travail des villes et communes urbaines augmentera. Dans le même temps, les personnes interrogées partent du principe que les électeurs se prononceront en défaveur d'une augmentation des impôts et des redevances, entraînant ainsi une stagnation des recettes.

La transition vers la smart city va-t-elle réussir?

Outre les questions ouvertes, le questionnaire se concentre sur neuf scénarios prédéfinis susceptibles de concerner les villes et communes urbaines d'ici à 2030. Les membres des exécutifs des grandes villes attribuent une plus grande probabilité à presque tous les scénarios. Il est révélateur que le scénario le plus probable est celui des finances publiques sous pression.

Le scénario de la numérisation a également obtenu une forte adhésion: selon les personnes interrogées, il est très probable que les exigences en matière de sécurité des données et de protection de la sphère privée augmentent et que les échanges entre les autorités publiques et les habitant-e-s se fassent largement de manière électronique à

l'avenir. La transition vers la smart city dépend toutefois clairement de la taille de la commune: pour les grandes villes (96 %), il s'agit d'une évolution plus probable que pour les petites villes (68 %).

La numérisation semble inéluctable, c'est pourquoi l'Union des villes suisses mènera le 2 novembre la conférence «Vers le tout numérique? La ville aux premières loges». À Soleure, outre les chances et défis de la numérisation, les résultats du «Radar des villes 2030» seront plus amplement discutés et interprétés. Le rapport «Radar des villes 2030» a été mis en ligne sur le site web de l'Union des villes suisses.

Contact:

Renate Amstutz, directrice de l'Union des villes suisses, téléphone

031 356 32 32.

Urs Bieri, co-responsable de gfs.bern, téléphone 031 311 62 07.

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100017932/100808714> abgerufen werden.